

CUDENNEC, Annie et Gaëlle GUEGUEN-HALLOUËT (dir.), *Le juge communautaire et la mer*, Coll. Rencontres européennes, Bruxelles, Éditions Bruylant, 2003, 188 p.

Marie-Christine Steckel-Montes

Volume 36, numéro 2, juin 2005

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/011421ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/011421ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

IQHEI

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Steckel-Montes, M.-C. (2005). Compte rendu de [CUDENNEC, Annie et Gaëlle GUEGUEN-HALLOUËT (dir.), *Le juge communautaire et la mer*, Coll. Rencontres européennes, Bruxelles, Éditions Bruylant, 2003, 188 p.] *Études internationales*, 36(2), 248–249. <https://doi.org/10.7202/011421ar>

et des Conseils européens : St-Malo, Cologne. Mais les efforts ne sont pas faciles étant donné les divergences de vues entre la Grande-Bretagne, proche des États-Unis avec qui elle partage des liens militaires et de renseignements, la France qui a plus d'une fois défié la puissance américaine et l'Allemagne qui se débat avec un passé douloureux.

L'ouvrage offre aussi quelques études de cas : la Bosnie-Herzégovine, l'Afghanistan et le Cambodge. La force de police internationale d'intervention en Bosnie-Herzégovine a été mise en place dans les années quatre-vingt-dix dans le but de protéger les citoyens bosniaques, de rétablir l'État de droit et de consolider la paix en Bosnie. Sa tâche ne s'est pas révélée facile. Elle disposait de peu de moyens pour lutter efficacement contre le crime et la corruption, et sa capacité d'imposer sa loi sur la police bosniaque est très faible. Ce n'est pas l'échec de cette force qui est en jeu mais l'échec de tout le processus de Dayton. Le processus de reconstruction en Afghanistan n'est pas celui de la transformation d'un État faible (*failed*) en un État fort, mais celui de la transformation d'un État faible en un autre État faible où la culture du pavot est incontournable pour procurer des revenus à des paysans appauvris par la guerre.

Alice LANDAU

Département de science politique
Université de Genève, Suisse

DROIT INTERNATIONAL

Le juge communautaire et la mer.

CUDENNEC, Annie et Gaëlle GUEGUEN-HALLOUËT (dir.). *Coll. Rencontres européennes, Bruxelles, Éditions Bruylant, 2003, 188 p.*

Dès lors que les traités originaires de l'Union européenne abordent rarement la question maritime, celle-ci est devenue un champ d'investigation privilégié de l'exégèse de la jurisprudence communautaire. Rassemblant les communications présentées lors d'une journée d'études de la Commission pour l'étude des communautés européennes (CEDECE) organisée à la Faculté de droit de Brest le 15 mai 2002, l'ouvrage étudie dans quelle mesure le juge de Luxembourg contribue à dégager les éléments fondateurs d'une véritable politique européenne de la mer. L'une des originalités de l'ouvrage tient au fait qu'il met en perspective les analyses, en français et en anglais, d'universitaires spécialistes de ces questions et celles de praticiens des institutions communautaires. Le propos, qui s'articule en trois points, est précédé d'une préface, signée par le juge à la Cour de justice des Communautés européennes Jean-Pierre Puissechot, et d'un rapport introductif de Daniel Vignes sur « la *Creeping jurisdiction* et la communauté européenne ».

La première partie aborde la politique des ports et des transports maritimes. Le premier chapitre écrit par Mme Gaëlle Guéguen-Hallouët tend à montrer l'apport considérable du juge communautaire dans l'application des règles de concurrence aux ports maritimes. Par la suite, la com-

munication de Knut Simonsson, découverte dans sa version anglaise, démontre, comment le juge participe, aussi, à faire émerger une politique commune dans le domaine du transport maritime. Dans un troisième chapitre, Mme Cécile de Cet-Bertin expose le pouvoir prétorien du juge de Luxembourg en s'attachant à « la politique de concurrence en matière de transport maritime ».

Le développement durable est au centre des réflexions exposées dans la deuxième partie. Mme Annie Cudennec commence par exposer l'impact du droit international sur le développement durable du milieu marin. Ensuite, M. Christophe Marques propose une exégèse de « la jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes sur les directives Oiseaux et habitats en milieu marin ».

La dernière partie traite de l'exploitation des ressources marines. À ce titre, Christian Lambert présente, dans un premier mouvement, les « participations récentes de la Cour de justice des Communautés européennes à la conservation des ressources halieutiques ». Mme la professeure Danielle Charles-le-Bihan analyse, dans un deuxième mouvement, « la jurisprudence communautaire et le principe de stabilité relative dans la politique commune de la pêche ». Dans un dernier mouvement, M. Olivier Curtil illustre « le contrôle par la Cour de justice des Communautés européennes du pouvoir discrétionnaire du Conseil dans la mise en œuvre de la politique commune de la pêche ».

Cet ouvrage constitue un apport précieux à l'interprétation de la jurisprudence communautaire et à l'évaluation de l'impact des décisions de justice sur l'évolution de l'ordre juridique. Le lecteur appréciera, d'une part, les références historiques qui viennent enrichir le propos, et d'autre part, les annexes, présentées en fin de chapitres qui viennent palier la quasi-absence de notes de bas de page. De plus, la présence d'un sommaire synthétique, d'une table des matières détaillée, des index jurisprudentiel et analytique et d'une liste exhaustive des abréviations font de cet ouvrage un véritable outil pédagogique, qui s'adresse à un public averti.

Marie-Christine STECKEL-MONTES

Université Limoges, France

Obligations multilatérales, droit impératif et responsabilité internationale des États.

DUPUY, Pierre-Marie (dir.). Paris,
Éditions A. Pedone, 2003, 289 p.

Cet ouvrage regroupe les actes d'un colloque international tenu en 2001 au Département de droit de l'Institut universitaire européen de Florence, alors que plusieurs des membres de la Commission de droit international se trouvaient réunis avec des spécialistes du droit de la responsabilité. Les dix contributions publiées ici, y compris l'important bilan du directeur de l'ouvrage, poursuivent généralement l'objectif de montrer, sous divers aspects, la relation entre obligations multilatérales, droit impératif et responsabilité internationale des États, d'où le choix du titre. Si la démonstration de